



DEFIS JURIDIQUES DES SOIGNANTS

Le droit quand la situation dérape

Pack 01 - Corrigés des mini-cas et des 20 QCM

JurisMedX - outil pédagogique suisse - Etat au 11 octobre 2026

Cette ressource ne remplace ni les directives institutionnelles, ni une analyse juridique du cas concret. Les règles cantonales et institutionnelles peuvent compléter le droit fédéral.



CORRIGE FICHE 01 - Le patient m'insulte : jusqu'ou dois-je supporter ?

Mini-cas - proposition de raisonnement

Réponse

Non. La sécurité reste prioritaire et l'incident doit être documenté, mais il faut aussi rechercher une cause clinique (delirium, démence, douleur, intoxication, atteinte neurologique, etc.). La réponse thérapeutique et la réponse institutionnelle peuvent coexister et doivent être adaptées au contexte.

Corrige des QCM

1. Une infirmière doit accepter les insultes car le patient est en situation de vulnérabilité.

Bonne réponse : B. Faux

La vulnérabilité du patient n'annule pas le droit du professionnel à la protection de son intégrité.

2. Face à une incivilité répétée, quel est le premier réflexe ?

Bonne réponse : B. Réduire l'exposition et poser une limite claire

La sécurité et la désescalade priment.

3. Le devoir de protection de l'employeur découle notamment de :

Bonne réponse : A. CO art. 328 et LTr art. 6

Ces deux bases imposent une protection de la santé et de l'intégrité.

4. Quel type de trace est préférable ?

Bonne réponse : B. Une description factuelle des comportements et mesures prises

La factualité protège le patient, le professionnel et l'institution.

5. Une agressivité liée à un delirium doit être ignorée.

Bonne réponse : B. Faux

Elle doit être gérée pour la sécurité tout en recherchant et traitant la cause clinique.

Point pédagogique

Le soignant ne doit pas choisir entre empathie et sécurité. Une pathologie peut expliquer un comportement sans obliger l'équipe à subir une exposition dangereuse.



CORRIGE FICHE 02 - Nous sommes en sous-effectif : qui porte le risque ?

Mini-cas - proposition de raisonnement

Réponse

Non. La pression organisationnelle ne transforme pas une validation formelle en contrôle réel. Il faut prioriser, obtenir de l'aide ou reporter ce qui peut l'être et ne pas attester un contrôle qui n'a pas été effectué.

Corrige des QCM

1. Le sous-effectif supprime la responsabilité individuelle du professionnel.

Bonne réponse : B. Faux

La responsabilité s'apprécie dans le contexte, mais le professionnel conserve des devoirs propres.

2. Que faut-il tracer dans le dossier patient ?

Bonne réponse : B. L'impact concret sur les soins et les mesures prises

Le dossier sert d'abord à la continuité et à la traçabilité des soins.

3. L'employeur doit protéger les travailleurs du surmenage notamment en vertu de :

Bonne réponse : A. LTr art. 6

L'art. 6 LTr vise l'organisation du travail et la protection de la santé.

4. La LCTSI est déjà pleinement en vigueur au 11.10.2026.

Bonne réponse : B. Faux

Elle est encore en cours d'examen parlementaire.

5. Un acte hors compétence devient licite s'il n'y a personne d'autre.

Bonne réponse : B. Faux

La pénurie ne crée pas une compétence professionnelle inexistante.

Point pédagogique

La bonne trace n'est pas une formule défensive. Elle doit montrer une priorisation clinique, une alerte et les mesures raisonnables prises dans le contexte réel.



CORRIGE FICHE 03 - Un proche exige des informations : que puis-je dire ?

Mini-cas - proposition de raisonnement

Réponse

Il faut identifier le représentant prioritaire selon l'art. 378 CC et vérifier les conditions légales. Le conjoint ou partenaire enregistré a priorité s'il fait ménage commun avec la patiente ou lui fournit une assistance personnelle régulière. En cas de conflit majeur ou de doute sur la défense des intérêts de la personne, l'autorité de protection peut devoir être saisie.

Corrige des QCM

1. Le fils majeur d'un patient capable de discernement a automatiquement droit aux résultats de laboratoire.

Bonne réponse : B. Faux

Le patient capable décide des communications à ses proches.

2. Au téléphone, connaître la date de naissance du patient suffit pour transmettre des données médicales.

Bonne réponse : B. Faux

Il faut aussi une base ou une autorisation de communiquer.

3. Le secret professionnel est notamment protégé par :

Bonne réponse : A. CP art. 321

L'art. 321 CP protège le secret professionnel.

4. Pour une personne incapable de discernement, l'art. 378 CC organise la représentation dans le domaine médical.

Bonne réponse : A. Vrai

Il prévoit un ordre de représentation.

5. Une personne habilitée à consentir aux soins peut recevoir sans limite n'importe quelle information du dossier.

Bonne réponse : B. Faux

La communication doit rester nécessaire et proportionnée au but poursuivi.

Point pédagogique

Le mot 'proche' ne crée pas à lui seul un droit général à l'information. Il faut toujours distinguer patient capable, patient incapable et représentant habilité.



CORRIGE FICHE 04 - Puis-je utiliser ChatGPT ou une IA avec des données patient ?

Mini-cas - proposition de raisonnement

Réponse

Pas nécessairement. Si la combinaison des informations permet raisonnablement de re-identifier la personne, il s'agit encore de données personnelles. L'anonymisation doit rendre la re-identification non raisonnablement possible ; sinon, il faut traiter l'information comme donnée personnelle sensible.

Corrige des QCM

1. Retirer le nom d'un patient rend toujours les données anonymes.

Bonne réponse : B. Faux

D'autres éléments peuvent permettre une re-identification.

2. Une réponse d'IA doit être vérifiée par un professionnel compétent avant usage clinique.

Bonne réponse : A. Vrai

Le contrôle humain réel est essentiel.

3. La FMH recommande de privilégier les systèmes locaux ou contrôles et conformes à la protection des données.

Bonne réponse : A. Vrai

C'est sa première recommandation LLM.

4. Si un outil est pratique, il peut être utilisé avec des données patient même s'il n'est pas valide par l'institution.

Bonne réponse : B. Faux

La commodité n'est pas une base suffisante.

5. L'utilisation matérielle d'une IA peut devoir être documentée selon le contexte et les règles institutionnelles.

Bonne réponse : A. Vrai

La traçabilité est un enjeu de gouvernance et de responsabilité.

Point pédagogique

Avec l'IA, la question centrale est la gouvernance : outil valide, données minimales, contrôle humain réel et traçabilité proportionnée à l'usage.